



Fonds pour l'environnement mondial

Résumé du document GEF/C.33/12

Politiques opérationnelles et orientations pour l'utilisation d'Autres instruments de financements que les dons

Décision recommandée au Conseil

Le Conseil a examiné le document GEF/C.33/12 et endosse avec les commentaires suivants l'approche proposée pour l'octroi de financements autres que des dons:

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Ce papier fait suite à celui présenté au Conseil de novembre 2007, qui a dressé un premier panorama de l'expérience du FEM en matière de financements autres que des dons et proposé deux règles fondamentales pour leur utilisation qui ont été approuvées par le Conseil (assurance que les financements seront bien concessionnels et garantie que suffisamment d'informations sur les instruments utilisés seront données dans les FIP).
2. Le présent papier commence par approfondir l'analyse de l'octroi passé par le FEM d'autres formes de financement que de simples dons. Il conclut qu'en dépit de l'absence d'un cadre clair d'emploi de ces financements et des versements de fonds à la caisse du FEM qu'ils peuvent engendrer, ces formes de financement ont déjà été utilisées dans plus de 60 projets, en particulier dans le cadre de fonds de crédit rotatifs et de mécanismes de garanties de prêts visant à financer des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique ou de développement des énergies renouvelables. Les projets financés par le FEM qui comportent des instruments autre que les dons représentent par exemple près d'un cinquième des financements cumulés dans le domaine du changement climatique.
3. Le bilan de ces projets a été variable mais leur analyse suggère que ces instruments peuvent être mobilisés avec profit pour améliorer l'effet de levier des financements du FEM, en particulier en matière d'efficacité énergétique de financement du secteur privé, et permettre de surmonter des « risques incrémentaux » qui entravent le développement de technologies propres.

4. Partant de cette analyse, il est proposé, tout en veillant bien à ne pas dupliquer d'autres canaux de financement, d'encourager les pays récipiendaires du FEM à davantage solliciter d'autres instruments que des dons. Pour ce faire, une solution serait de prévoir que les pays qui utilisent ces instruments puissent mobiliser à leur profit les versements éventuels de fonds à la caisse du FEM ainsi engendrés. Une autre option serait de décider que, dans le cadre d'un accord sur la cinquième reconstitution du FEM, certaines ressources soient affectées au développement de ces financements et des financements en direction du secteur privé, comme cela a commencé à être fait avec le partenariat public-privé approuvé par le Conseil en juin 2007.

5. Il est également proposé d'autoriser, dans les différents domaines d'intervention du FEM et à la condition qu'ils puissent bien être considérés comme concessionnels, différents outils de financement, notamment :

- (a) les dons « de performance » qui récompensent par exemple les inventeurs à l'aide d'un prix une innovation environnementale ;
- (b) les dons et les prêts conditionnels à destination du secteur privé qui doivent être remboursés lorsque l'appui du FEM a permis d'initier une activité profitable ;
- (c) les mécanismes de garanties pour les risques de crédit et les de technologie ;
- (d) les prises de participation minoritaires dans des PME nouvelles ou très innovantes ;
- (e) les fonds de crédit rotatif permettant d'accorder des prêts de court terme à des particuliers ou des PME ;
- (f) enfin, les dons à des banques multilatérales de développement pour leur permettre d'octroyer des prêts concessionnels pour financer des projets d'investissement pilotes dans des pays à revenu intermédiaire non éligibles à la fenêtre de financement concessionnel de ces banques.

6. Les banques multilatérales de développement et le FIDA, dont l'avantage comparatif en matière de projets d'investissement a été reconnu par le Conseil en juin 2007, ont naturellement vocation à être les principales agences de mise en œuvre des projets comportant des financements autre que des dons. S'agissant des autres agences du FEM, il est proposé, lorsqu'elles mettent en œuvre seules un projet, qu'elles limitent leur engagement dans ce domaine aux dons « de performance » et aux fonds de crédit rotatifs, si elles peuvent montrer que:

- (a) leur capacité à gérer ces instruments est avérée ;
- (b) des prêts directs des banques de développement ne seraient pas adéquats ;
- (c) un fonds de crédit rotatif est une solution plus adaptée qu'un mécanisme de garantie de crédits octroyés par une institution financière locale avec ses propres ressources ;

- (d) enfin, il existe des dispositions claires quant à l'utilisation, à la fin du projet, des fonds apportés par le FEM.

7. Tous les pays éligibles aux financements du FEM pourront bénéficier à leur demande de ces instruments. Il est simplement proposé que le FEM n'octroie pas de financements impliquant des remboursements à des pays très endettés non-éligibles à des prêts dans le cadre de l'AID.

8. Bien entendu, le développement de l'utilisation des financements autres que les dons doit absolument s'accompagner du renforcement du cadre fiduciaire de suivi et d'évaluation de ces opérations ainsi que des versements de fonds à la caisse du FEM qu'elles peuvent entraîner. Il est ainsi proposé d'ajouter dans les FIP une section sur ces financements qui permette à la fois de justifier l'utilisation de ces financements, de clarifier les conditions financières qui seront proposées aux bénéficiaires et d'indiquer si des versements de fonds doivent être attendus. Au stade de l'agrément des projets, une description détaillée de l'instrument utilisé sera exigée, ainsi qu'un calendrier indicatif des versements attendus (qui sera joint à la lettre d'agrément).

9. Chaque agence aura la responsabilité d'informer chaque mois l'administrateur de la caisse du FEM des versements de fonds perçus sur des projets financés par le FEM, et de les lui transférer dans les six mois. Pour sa part, l'administrateur de la caisse informera chaque mois le Secrétariat de l'ensemble des versements de fonds perçus et produira un récapitulatif pour le Conseil tous les six mois.